

Observ'ER vous propose de découvrir les actualités du secteur de l'électrification rurale décentralisée par les énergies renouvelables.

FOCUS

La Fondation Orange adhère à la Fondation Énergies pour le Monde

La Fondation Orange a récemment rejoint la Fondation Énergies pour le Monde (Fondem) au titre des membres associés. En s'associant à la Fondem, les entreprises adhérentes prolongent leurs engagements et leurs efforts pour veiller à ce que leurs activités aient des impacts sociaux et environnementaux positifs. Rencontre avec Elizabeth Tchoungui, présidente déléguée de la Fondation Orange et directrice exécutive RSE.



FONDATION ORANGE

Le développement de l'accès au numérique et celui de l'accès à l'énergie en Afrique sont étroitement liés. Quel est votre constat sur la question ?

Elizabeth Tchoungui : Le continent africain compte 1,2 milliard d'habitants dont 600 millions qui n'ont toujours pas d'accès à l'électricité. Ce retard d'électrification fait perdre chaque année deux à quatre points de croissance économique au continent africain selon les estimations de la Banque mondiale. Il pénalise notamment l'accès au numérique car il freine le déploiement d'infrastructures comme les antennes mobiles dans certaines régions rurales. Dans ce cadre, Orange est devenue l'entreprise qui déploie le plus grand nombre de panneaux solaires dans plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient, avec 5 400 sites équipés.

Ce retard d'électrification pénalise également l'équipement en matériel informatique, coûteux à alimenter, ainsi que l'accès à l'éducation, à la formation, aux services en ligne, particulièrement indispensables en période de crise sanitaire.

Quel type d'actions mène Orange pour répondre à ce double enjeu ?

E. T. : Dans les zones rurales, les habitants n'ont pas les moyens d'acheter des dispositifs modernes d'électrification, tels que les systèmes solaires domestiques, permettant la recharge de téléphone et l'accès aux services numériques associés. Notre défi est de leur donner l'opportunité d'y accéder en payant régulièrement une petite somme d'argent, au lieu de les acquérir d'emblée à un prix élevé. Et pour cela, les progrès de couverture mobile que nous réalisons chaque jour en zone rurale donnent accès au paiement et la banque mobile. Ce service leur permet de

réaliser des versements plus abordables au jour le jour. Au bout de deux à trois ans environ, ils deviennent propriétaires des kits solaires qu'ils n'auraient pas pu payer comptant. Ils auraient également dépensé davantage en bougies, pétrole, piles et autres, avec tous les risques de sécurité et de santé qui en découlent. C'est la raison d'être de l'offre Orange Smart Energie.

Les ONG comme la Fondem ont-elles encore un rôle à jouer ?

E. T. : Les ONG, et la Fondation Énergies pour le Monde en particulier, jouent historiquement le rôle de "défricheur" au sens propre comme au sens figuré. En effet, elles peuvent travailler sur des technologies, comme le photovoltaïque à l'époque, selon une logique de diffusion d'un bien commun, qui n'est donc pas soumise à la rentabilité à court ou moyen terme, tout en gardant en perspective de créer les conditions d'un relais par le secteur privé. Cette complémentarité d'objectifs, de temporalité et de moyens est plus que nécessaire actuellement : le climat d'incertitude qui pèse dans plusieurs régions du continent constitue un défi à relever tant pour les ONG que pour les acteurs du secteur privé. ■

Maroc : fours économes en gaz et micro-finance verte



Lancés en 2017 par le Geres et trois fabricants marocains (Afifi, DreamGaz, Disprel), les fours à gaz FaranEco dits "à haute efficacité énergétique" sont destinés aux ménages et aux professionnels (petites boulangeries,

restaurateurs/traiters, activités à domicile). 30 000 fours ont déjà été vendus par des distributeurs implantés dans tout le pays et la promotion se poursuit. Récemment, le Geres et l'Institution marocaine d'appui à la micro-entreprise (Inmaa) ont animé un atelier avec neuf coopératives de femmes et des représentants locaux de la société civile de la Région de Béni Mellal, au centre du pays. L'Inmaa dessert 4 000 client-e-s dans 25 agences des régions de Rabat, Béni Mellal, Marrakech et Drâa Tafilalet ; elle est une des quatre institutions proposant l'offre FaranEco parmi ses microcrédits "verts" à taux d'intérêt bonifié. Qualité, rapidité de cuisson et économie de gaz (30 à 50 %), renforcement de la sécurité (coupure du gaz, parois extérieures sans surchauffe), dégustation de pains... de nombreux avantages qui en ont conquis plus d'un. ■

Infos & vidéo : www.geres.eu/nos-actions/nos-projets/appui-aux-petites-boulangeries-informelles-au-maroc/

Des écoles libanaises résilientes

Suite à l'explosion survenue en août 2020 dans le port de Beyrouth, Électriciens sans frontières est intervenu en post-urgence pour répondre aux besoins en électricité de la population. Lors de sa mission, l'ONG a été sollicitée par plusieurs acteurs impliqués au Liban pour apporter

une solution d'électrification peu onéreuse et renouvelable à des établissements scolaires touchés par l'explosion et lourdement fragilisés par la crise énergétique et financière. La mise en place d'installations photovoltaïques sur les toits de six écoles et centres de formation permettra de répondre aux enjeux économiques, en réduisant les coûts liés aux besoins en électricité, et aux enjeux environnementaux, en limitant le recours à des groupes électrogènes. Ce projet permettra une économie d'environ 25 000 litres de fioul par an. Enfin, quelque 15 000 étudiants, auxquels s'ajoutent les personnels des établissements scolaires, bénéficieront du projet pendant une durée d'*a minima* dix ans. Les installations sont effectives et en fonctionnement au sein d'une première école tandis que les travaux sont en cours dans la deuxième école identifiée. ■



LES ÉLECTRICIENS SANS FRONTIÈRES

Pour découvrir les actions de l'ONG Électriciens sans frontières : www.electriciens-sans-frontieres.org

Les Hauts-de-France se réengagent

La Région Hauts-de-France reconduit l'appel à projets "Acteurs de l'énergie pour l'Afrique". Voté en juin 2017, "Énergie pour l'Afrique" est l'un des trois axes prioritaires de la politique de relations internationales de la Région. C'est pourquoi, cette année encore, l'appel à projets (AAP) pour les acteurs de l'énergie pour l'Afrique est renouvelé. En tant qu'assistante à maîtrise d'ouvrage de la Région, la Fondem effectuera une analyse des candidatures ainsi que le suivi et l'appui technique des projets sélectionnés. Pour l'édition

2021 de l'AAP, 14 projets ont fait l'objet d'une expertise de la Fondem et 10 ont été retenus. L'année précédente, ce sont 8 projets qui avaient été sélectionnés. Au total, la Région des Hauts-de-France aura consacré 1,34 million d'euros pour appuyer les entreprises et les universités du territoire dans leurs initiatives d'aide à l'accès à l'énergie. ■

Les demandes doivent être déposées sur la plateforme des aides de la Région jusqu'au 31 mai 2022.

Développement économique rural à Madagascar

Le projet Devel'Up, mené par la Fondem, vise à approfondir l'appui au développement d'activités génératrices de revenu liées à l'électricité à travers cinq grands axes : diversification des activités accompagnées en fonction du contexte local, intégration des microcrédits dans le processus d'autofinancement, promotion de l'entrepreneuriat féminin, innovation des approches techniques et renforcement de l'évaluation des impacts. La première phase du projet concerne des localités malgaches où la Fondem a déjà œuvré par le passé. À l'occasion de son lancement officiel, deux ateliers ont été organisés, simultanément à Ambovombe et à Tuléar. Ces

événements ont permis aux autorités locales, aux exploitants et aux responsables régionaux d'échanger sur les enjeux prioritaires et de définir ensemble des pistes d'amélioration. Le lancement du projet a également fait l'objet d'une visite des localités ciblées en vue d'identifier les besoins en réhabilitation des centrales, de comprendre la réalité de travail des exploitants, et de rencontrer les entrepreneurs et entrepreneuses soutenu-e-s dans le cadre du projet Paméla. ■

Pour en savoir plus : <https://fondem.org/zoom-sur-le-lancement-du-projet-develop-a-madagascar/>

Électrification rurale au Mali

Le projet Solsomati, mené par la Fondem depuis 2019, vise à développer l'accès aux services modernes et durables de l'électricité dans la région de Mopti au Mali. Par l'installation de centrales solaires exploitées sous forme d'affermage et le développement d'activités productives, le projet contribue à l'amélioration des conditions de vie et de développement des habitants de Somadougou et Madiama, soit l'équivalent de 4 600 personnes. Les travaux suivent leur cours depuis le début de l'année ; les premiers poteaux sont arrivés dans les villages et sont actuellement installés. Les prochaines étapes sont les travaux de raccordement, la sélection de l'exploitant et la mise en place d'une tarification adaptée. ■

Pour en savoir plus : www.fondem.org/solsomati/



Briques de terre séchées devant servir à la construction des locaux techniques des centrales photovoltaïques.

Une collecte pour les maraîchères au Sénégal



familles. Depuis 2020, la Fondem et le Comité de gestion d'électrification solaire de Ouonck (CGESO) mènent le projet Égales* afin de moderniser sept jardins maraîchers à destination de groupements féminins ruraux grâce à l'énergie solaire. Afin de soutenir l'achat et l'installation des pompes solaires et d'un système d'irrigation efficace et sobre, la Fondem lance une cagnotte de financement participatif. En plus de répondre à un double objectif d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets, l'argent collecté permettra d'offrir aux femmes des conditions de vie et de travail décentes et de renforcer leur autonomisation. Par la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement, le projet a pour but d'inspirer le plus grand monde pour mettre en place un maraîchage résilient en Casamance et ainsi garantir la sécurité alimentaire des populations. ■

Lien de la collecte : <https://uriz.fr/hJ2K>

* Projet mené grâce à l'appui du ministère de la Transition écologique, de la Fondation Prince Albert II de Monaco, de Synergie Solaire, de la Fondation Nexans / Nexans Foundation et de EKOenergy ecolabel – en partenariat avec le CGESO.

En Casamance, le réchauffement climatique a de lourdes conséquences sur l'agriculture, notamment avec l'infertilité de nombreux territoires et la multiplication des sécheresses. Les femmes en sont les premières victimes car ce sont elles qui pratiquent l'agriculture vivrière et qui nourrissent les

L'électricité verte, gage de développement à Madagascar

La commune malgache de Mandialaza abrite la forêt d'Anjzorobe-Angavo, dernière forêt primaire des hauts plateaux malgaches. Cette région, riche en cultures de gingembre et de riz, est malheureusement menacée par les activités humaines. L'isolement de la commune et l'absence d'électricité empêchent ainsi les petits producteurs de transformer eux-mêmes leurs récoltes. Démunis, ces derniers effectuent des coupes sauvages dans la forêt et peinent à subvenir à leurs besoins. Afin de répondre à cette menace, le Centre écologique Albert Schweitzer (CEAS) s'est allié à des acteurs locaux pour améliorer les conditions de vie des populations tout en préservant l'environnement. L'élément clé de ce projet est le développement et la mise en place d'une centrale hydroélectrique de 200 kW, fabriquée et gérée par des acteurs locaux, qui permettra d'alimenter plus de 1 100 ménages en électricité. Le projet, imaginé par le CEAS est ses partenaires, propose ainsi une combinaison innovante entre électrification rurale et verte, création d'activités



génératrices de revenus grâce à la valorisation des ressources naturelles locales et conservation de la biodiversité et de l'environnement. ■

Pour en savoir plus sur le CEAS : www.ceas.ch